

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN OFFICIAL GAZETTE OF THE REPUBLIC OF CAMEROON



PARAISANT DEUX FOIS PAR MOIS A YAOUNDE / PUBLISHED IN YAOUNDE TWICE A MONTH
CONTACT/CONTACT : DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL/OFFICIAL GAZETTE DEPARTMENT

s/c de M. le SECRETAIRE GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Directeur/Director Tél/Fax : 237 221 52 18 - 220 29 59

Service de la production/Production Service Tél. : 237 221 45 72

Web: www.pres.cm E-mail: jo@pres.cm

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1999

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an	30 000 FCFA
Le numéro ordinaire	500 FCFA
Le numéro du Supplément Domestique	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale	50 000 FCFA
Autres pays d'Afrique	110 000 FCFA
Europe	130 000 FCFA
Asie-Amérique-Australie et Océanie	150.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1999

CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year	30.000 CFAF
Per Ordinary Issue	500 CFAF
Per Lands Supplement	5 000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa	50,000 CFAF
Other African Countries	110,000 CFAF
European Countries	130,000 CFAF
America, Canada etc	150,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaoundé

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom 15 000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15.000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line 500 CFAF

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Page

Loi n° 2005-8 en date du 29 décembre 2005 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2006. 03

Loi n° 2005-9 en date du 29 décembre 2005 autorisant le président de la République à ratifier l'accord d'extradition entre les Etats membres de la CEMAC adopté à Brazzaville le 28 janvier 2004. 33

Loi n° 2005-10 en date du 29 décembre 2005 autorisant le président de la République à ratifier le pacte de non-agression, de solidarité et d'assistance mutuelle entre les Etats membres

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Page

Law No. 2005-8 of 29 December 2005 Finance law of the Republic of Cameroon for the 2006 financial year. 03

Law No. 2005-9 of 29 December 2005 to authorized the President of the Republic to ratify the Extradition Agreement between CEMAC Member States adopted in Brazzaville on 28 January 2004. 33

Law No. 2005-10 of 29 December 2005 to authorized the President of the Republic to ratify the non-aggression, solidarity and mutual

Loi N° 2005-11 en date du 29 décembre 2005 autorisant le président de la République à ratifier l'accord de coopération judiciaire entre les Etats membres de la CEMAC adopté à Brazzaville le 28 janvier 2004.	33	Law No. 2005-11 of 29 December 2005 to authorize the President of the Republic to ratify the judicial cooperation Agreement between CEMAC Member States adopted in Brazzaville on 28 January 2004.	33
Loi n° 2005-12 en date du 29 décembre 2005 autorisant le président de la République à ratifier la convention régissant le parlement de la CEMAC adoptée à Brazzaville le 28 janvier 2004	34	Law No. 2005-12 of 29 December 2005 to authorize the President of the Republic to ratify the Convention governing the CEMAC Parliament adopted in Brazzaville on 28 January 2004.	34
Loi n° 2005-13 en date du 29 décembre 2005 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 98-14 du 14 juillet 1998 régissant les télécommunications au Cameroun.	34	Law No. 2005-13 of 29 December 2005 to amend and supplement some provisions of law No. 98-14 of 14 July 1998 to govern Telecom munications in Cameroon.	34
Loi n° 2005-14 en date du 29 décembre 2005 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 99-1 du 7 avril 1999 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'opticien	35	Law No. 2005-14 of 29 December 2005 to amend and supplement some provisions of law No. 99-1 of 7 April 1999 relating to the practice and organization of the profession of Optician.	35
Loi n° 2005-15 en date du 29 décembre 2005 relative à la lutte contre le trafic et la traite des enfants	36	Law No. 2005-15 of 29 December 2005 relating to the fight against child trafficking and slavery.	36

Ils doivent être inscrits au tableau de l'Ordre, doivent recruter un opticien-optométriste ou lunetier diplômé de nationalité camerounaise dans leur cabinet. Toutefois, ils ne peuvent disposer d'une majorité au sein du conseil de l'Ordre et postuler à la présidence de cet organe exécutif.

(3) Le non respect des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus entraînera suspension ou retrait d'agrément.

Article 2.- La présente loi qui abroge les dispositions de l'article 60 de la loi n° 99-001 du 7 avril 1999 susvisée, sera enregistrée et publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal Officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 29 décembre 2005.

*Le président de la République,
Paul Biya.*

Loi n° 2005-15 en date du 29 décembre 2005 relative à la lutte contre le trafic et la traite des enfants

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté, le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre I
Dispositions générales

Article premier.- La présente loi est relative à la lutte contre le trafic et la traite des enfants.

Article 2.- Au sens de la présente loi les définitions ci-après sont admises :

a) enfant : toute personne de l'un ou de l'autre sexe âgée de moins de 18 ans ;

b) le trafic d'enfants : désigne le fait de favoriser ou d'assurer le déplacement d'un enfant à l'intérieur ou à l'extérieur du Cameroun afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou tout autre avantage matériel, quelle que soit la nature ;

c) la traite d'enfants : s'entend comme le recrutement, le transfert, l'hébergement ou l'accueil des enfants aux fins d'exploitation, par menace, recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou de mise à profit d'une situation de vulnérabilité, ou par offre ou acceptation pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur un enfant ;

d) l'exploitation d'enfants : comprend, au minimum, l'exploitation ou le proxé-nétisme d'enfants ou

These persons shall have to be on the roll of the National Association, recruit a qualified optometrist or optician of Cameroonian nationality in their Office. They shall not vie for the Presidency of the Council of the Association which is the Executive Organ, and shall not constitute the majority therein.

(3) Failure to comply with the provisions of paragraph 2 above shall lead to the suspension or withdrawal of their authorization".

Section 2.- This law, which repeals the provisions of Section 60 of the above-mentioned law No. 99-1 of 7 April 1999, shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 29 December 2005.

Paul Biya,
President of the Republic.

Law No. 2005-15 of 29 December 2005 relating to the fight against child trafficking and slavery.

The National Assembly deliberated and adopted, the President of the Republic hereby enacts the law set out below:

Chapter I
General provisions

Section 1: This law is on the fight against child trafficking and slavery.

Section 2: For the purposes of this law, the following terms shall mean:

a) child: any person of either sex aged below 18 years;

b) child trafficking: the act of moving or helping move a child within or outside Cameroon with a view to directly or indirectly reaping any financial or material benefit therefrom, whatsoever;

c) child slavery: the recruitment, transfer, accommodation or reception of children for exploitative purposes through threat, use of force or other forms of duress, through kidnapping, fraud, deceit, abuse of authority or taking advantage of a situation of vulnerability, or through offer or acceptance of benefits to obtain the consent of a person having authority over a child;

d) child exploitation: comprises, at least, the use or procurement or offering of children or any other

toute autres formes d'exploitation sexuelle, l'exploitation du travail des enfants ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues, la servitude ou le prélevement d'organes.

e) le consentement de la personne est vicié : lorsque des actes de violence ont été commis sur la victime elle-même ou sur les personnes qui ont la garde légale ou coutumière ;

f) la mise en gage d'enfants : le fait de mettre un enfant comme sûreté auprès d'un créancier en garantie d'une créance ou d'une dette, aux fins d'exploitation.

Chapitre II

Des sanctions

Article 3.- (1) Est punie d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, toute personne qui met en gage un enfant.

(2) Les peines prévues à l'alinéa (1) sont doublées si l'auteur est soit un ascendant, soit un tuteur, soit une personne assurant la garde même coutumière de la victime.

(3) Est punie d'un emprisonnement de dix (10) ans et d'une amende de 10 000 à 1 000 000 de francs toute personne qui reçoit en gage un enfant.

Article 4.- Est punie d'un emprisonnement de dix à vingt ans et d'une amende de 50 000 à un million de francs toute personne qui se livre, même occasionnellement, au trafic ou à la traite des enfants.

Article 5.- Le trafic et la traite d'enfant sont punis d'un emprisonnement de quinze (15) à vingt (20) ans d'amende de 1 000 000 à 10 000 000 de francs :

a) lorsque l'infraction est commise à l'égard d'une personne mineure de 15 ans ;

b) lorsque l'auteur des faits est un ascendant légitime, naturel ou adoptif de la victime ;

c) lorsque l'auteur des faits a autorité sur l'enfant ou est appelé à participer par ses fonctions à la lutte contre la traite ou au maintien de la paix ;

d) lorsque l'infraction est commise en bande organisée ou par une association de malfaiteurs ;

e) lorsque l'infraction est commise avec usage d'une arme ;

forms of sexual exploitation of child labour or forced labour, salvery practices similar to slavery, sefdom or organ removal;

e) consent of the person is vitiated: where acts of violence were committed on the victim himself or on the persons having legal or customary custody;

f) debt bondage of children: the act of pledging a child before a creditor as security for a loan or debt, for exploitative purposes.

Chapter II

Sanctions

Section 3.- (1) Whoever subjects a child to debt bondage shall be punished with imprisonment for from 5 (five) to 10 (ten) years and fine of from 10 000 (ten thousand) to 500 000 (five hundred thousand) CFA francs.

(2) The penalties provided for in 3 (1) above shall be doubled where the offender is a an ascendant, a guardian, or the person having even customary custody over the victim.

(3) Any person who boards a child in debt bondage shall be punished with imprisonment for 10 (ten) years and with fine of from 10 000 (ten thousand) to 1 000 000 (one million) CFA francs.

Section 4.- Any person who practices child trafficking or slavery even occasionally, shall be punished with imprisonment for from 10 (ten) to 20 (twenty) years and with fine of from 50 000 (fifty thousand) to (one million) 1 000 000 CFA francs.

Section 5.- Child trafficking and slavery shall be punished with imprisonment for from 15 (fifteen) to 20 (twenty) years and with fine of from 100 000 (one hundred thousand) to 10 000 000 (ten million) cfa francs:

a) where the offence is committed against a minor aged below 15 years;

b) where the offender is the victim's legitimate, natural or adoptive ascendant;

c) where the offender has authority over the child or is expected to participate by virtue of his duties in the fight against slavery or in peacekeeping;

d) where the offence is committed by an organized gang or association of criminals;

e) where the offence is committed with the use of weapons;

f) lorsque la victime a subi des blessures telles que décrites à l'article 277 du code pénal ou lorsqu'elle est décédée des suites des actes liés à ces faits.

Article 6.- Les auteurs, co-auteurs, et complices des infractions de mise en gage, de trafic et traite d'enfant sont, en outre, condamnés aux peines accessoires prévues par l'article 30 du code pénal.

Article 7.- Nonobstant la responsabilité pénale de leurs dirigeants, les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables et condamnées aux amendes ci-dessus prévues lorsque les infractions ont été commises par lesdits dirigeants, agissant dans l'exercice de leurs fonctions.

Chapitre III Dispositions diverses et finales

Article 8.- Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Article 9.- La présente loi sera enregistrée et publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal Officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 29 décembre 2005.

*Le président de la République,
Paul Biya.*

f) where the victim has sustained injuries such as laid down in Section 277 of the Penal Code or has died as a result of the offence.

Section 6.- The offenders, co-offenders and accomplices of child debt bondage, trafficking and slavery shall, in addition, be sentenced to the accessory penalties provided for by Section 30 of the Penal Code.

Section 7.- Notwithstanding the criminal liability of their managers, corporate bodies may be declared criminally liable and punished with the fines specified above, where the offences were committed by the said managers, in the discharge of their duties.

Chapter III Miscellaneous and final provisions

Section 8.- This law repeals all previous provisions repugnant thereto.

Section 9.- This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 29 December 2005.

Paul Biya,
President of the Republic.